



PREFET DE LA HAUTE-VIENNE

Limoges, le **03 AVR. 2014**

Direction des collectivités
et de l'environnement
Bureau de l'urbanisme et de l'aménagement
DCE/BUA n° 2014-015

Maître d'ouvrage : (SIDEPA) Syndicat Intercommunal de Distribution d'Eau Potable et d'Assainissement
« La Gartempe »

Alimentation en eau potable - Mise en conformité des captages

Protection sanitaire des prises d'eau de « la route de Cieux » situées sur la commune de BLOND

ARRETE

portant ouverture conjointe dans la commune de BLOND

- ◆ **d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux, la mise en place des périmètres de protection sanitaire autour des prises d'eau de « la route de Cieux », la demande d'autorisation d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine,**
- ◆ **et d'une enquête parcellaire afin de délimiter exactement pour les prises d'eau :**
 - **les terrains à acquérir dans les périmètres de protection immédiate par le SIDEPA La Gartempe**
 - **les terrains à grever de servitudes dans les périmètres de protection rapprochée**

LE PREFET DE LA HAUTE VIENNE
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le code rural ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 à L.214-6 relatifs aux régimes d'autorisation et de déclaration et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-9 (déclaration d'utilité publique et arrêté de cessibilité), R.11-1 à R.11-3 (déclaration d'utilité publique), R.11-4 à R.11-14 (procédure d'enquête préalable de droit commun) et R.11-19 à R.11-31 (arrêté de cessibilité) ;

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, notamment le chapitre III relatif à la procédure d'enquête publique et en particulier l'article 139 complétant l'article L.11-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ;

VU le décret n° 94-354 du 29 avril 1994 relatif aux zones de répartition des eaux ;

VU le décret 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-6 à R 1321-12 et R 1321-42 du code de la santé publique ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 (publiée au journal officiel n° 212 du 13 septembre 1990), relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 novembre 2009 du préfet coordonnateur de bassin, préfet de la région Centre, préfet du Loiret ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin Vienne approuvé par arrêté, en date du 8 mars 2013, du préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne, préfet chargé du suivi pour le compte de l'Etat de la procédure d'élaboration du SAGE, en date du 1^{er} juin 2006 ;

VU le règlement sanitaire départemental de la Haute-Vienne ;

VU la délibération en date du 01 février 2013 du comité syndical intercommunal de distribution d'eau potable et d'assainissement (SIDEPA) La Gartempe reçue le 07 février 2013 à la sous-préfecture de BELLAC ;

VU les dossiers de demande de déclaration d'utilité publique et d'enquête parcellaire produits par le SIDEPA La Gartempe le 25 février 2013 ;

VU l'avis en date du 15 février 2014 de la déléguée territoriale de la Haute-Vienne de l'agence régionale de santé reçu le 28 février 2014 ;

VU la décision en date du 18 mars 2014 du président du tribunal administratif de Limoges portant désignation de M.Michel FELIU en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M.Georges LAURENT en qualité de commissaire enquêteur suppléant, pour la conduite des enquêtes conjointes susvisées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Seront ouvertes conjointement en mairie de BLOND pendant une durée de vingt-six (26) jours consécutifs, du **lundi 28 avril 2014 au vendredi 23 mai inclus** :

- ◆ **une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique** des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux, la mise en place des périmètres de protection sanitaire autour des prises d'eau S1, S2 et S3 de « la route de Cieux » situé le long de la R.D n°3 menant de Blond à Cieux, et la demande d'autorisation d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine ;

- ◆ **une enquête parcellaire** afin de délimiter exactement les terrains :
 - à acquérir dans les périmètres de protection immédiate des prises d'eau par le SIDEPA La Gartempe, maître d'ouvrage, au besoin par voie d'expropriation,
 - et à grever de servitudes dans les périmètres de protection rapprochée des prises d'eau de « la route de Cieux ».

ARTICLE 2 : Un exemplaire des dossiers d'enquêtes visé au préalable par le commissaire enquêteur chargé des dites enquêtes sera déposé en mairie de BLOND pendant toute la durée des enquêtes conjointes du lundi 28 avril 2014 au vendredi 23 mai 2014 inclus, afin que toute personne intéressée puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux précisés ci-après :

- Mairie de BLOND

- du lundi au mardi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- du mercredi au jeudi de 09h00 à 12h00
- le vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
- le samedi de 09h00 à 12h00

Fermé exceptionnellement du jeudi 01 mai au dimanche 04 mai et du jeudi 08 mai au dimanche 11 mai 2014.

Pendant toute la durée des enquêtes conjointes, seront tenus à la disposition du public en mairie de BLOND :

- ➔ **un registre d'enquête publique** à feuillet non mobiles, coté, paraphé par le commissaire enquêteur et ouvert en page 1 par le maire, avant l'ouverture des bureaux de la mairie au public, destiné à recevoir les observations du public sur l'utilité publique des divers travaux et périmètres de protection.

Le public pourra également adresser ses observations par correspondance en mairie de BLOND, à l'attention du commissaire enquêteur qui les visera et les annexera au registre pour y être tenues à la disposition du public.

Il en est de même pour les observations qui seraient présentées par la chambre d'agriculture, la chambre de commerce et d'industrie et la chambre de métiers et de l'artisanat.

- ➔ **un registre d'enquête parcellaire** à feuillet non mobiles, coté, paraphé et ouvert en page 1 par le maire, avant l'ouverture des bureaux de la mairie au public, destiné à recevoir les observations du public sur les limites des biens à exproprier et à grever de servitudes.

Le public pourra également adresser ses observations par correspondance en mairie de BLOND, à l'attention du maire ou du commissaire enquêteur qui les viseront et les joindront au registre pour y être tenues à la disposition du public.

ARTICLE 3 : Par décision du président du tribunal administratif de Limoges, en date du 18 mars 2014, ont été désignés dans le cadre de la procédure d'enquêtes conjointes, en qualité de commissaire enquêteur titulaire, M.Michel FELIU, directeur de l'ADASEA de la Haute-Vienne, en retraite, et en qualité de commissaire enquêteur suppléant, M.Georges LAURENT, Major honoraire de Gendarmerie.

M.Michel FELIU siégera en mairie de BLOND, aux jours et heures indiqués ci-après afin de recevoir les personnes désirant lui présenter directement leurs observations.

- Mairie de BLOND

- lundi 28 avril 2014 de 09 h 00 à 12 h 00
- jeudi 15 mai 2014 de 09 h 00 à 12 h 00
- vendredi 23 mai 2014 de 09 h 00 à 12 h 00

En cas d'empêchement, M.FELIU sera remplacé par M.LAURENT.

ARTICLE 4 : Un avis annonçant l'ouverture des enquêtes conjointes sera inséré en caractères apparents par les soins du préfet et aux frais du demandeur, une première fois huit (8) jours au moins avant la date d'ouverture des enquêtes et rappelé une seconde fois dans les huit (8) premiers jours de celles-ci dans deux (2) journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département (Populaire du Centre, Echo de la Haute-Vienne).

Huit (8) jours au moins avant la date d'ouverture des enquêtes et pendant toute la durée de celles-ci, le même avis sera publié par affichage en mairie de BLOND et éventuellement par tous autres procédés en usage dans ces communes.

L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe aux maires et est certifié par eux.

Par ailleurs, notification individuelle du dépôt du dossier **d'enquête parcellaire** en mairie de BLOND est faite par l'expropriant, sous pli recommandé, avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur la liste incluse dans ledit dossier. En cas de domicile inconnu, la notification est faite en double copie au maire qui en fait afficher une et, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural.

Les propriétaires auxquels notification est faite par l'expropriant du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité telles qu'elles sont énumérées soit au premier alinéa de l'article 5, soit au premier alinéa de l'article 6 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

ARTICLE 5 :

◆ **Enquêtes préalable à la déclaration d'utilité publique et sur la demande d'autorisation d'utiliser l'eau à des fins de consommation humaine :**

A l'expiration du délai d'enquête, soit **le vendredi 23 mai 2014** à l'heure de fermeture des bureaux de mairie de BLOND au public, le registre d'enquête publique sera clos et signé par le maire et transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête au commissaire enquêteur.

Après avoir examiné les observations consignées ou annexées aux registres d'enquêtes et entendu toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter ainsi que le maître d'ouvrage s'il le demande, le commissaire enquêteur établira un rapport relatant le déroulement des enquêtes précitées et rédigera des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non à la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux et à la mise en place des périmètres de protection et à l'utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine.

Le commissaire enquêteur les transmettra au sous-préfet de BELLAC et de ROCHECHOUART, accompagnés des dossiers et des registres d'enquêtes dans le délai d'un mois à compter de la date de la clôture des enquêtes.

Le sous-préfet de BELLAC et de ROCHECHOUART transmettra ensuite l'ensemble des pièces au préfet, accompagné de son avis.

◆ **Enquête parcellaire**

A l'expiration du délai d'enquête, soit **le vendredi 23 mai 2014** à l'heure de fermeture des bureaux de mairie de BLOND au public, le registre d'enquête parcellaire sera clos et signé par le maire et transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête au commissaire enquêteur.

Après avoir examiné les observations consignées ou annexées au registre d'enquête parcellaire et entendu toute personne susceptible de l'éclairer, le commissaire enquêteur donnera son avis sur les limites des biens à exproprier et grever de servitudes et dressera le procès-verbal de l'opération, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de clôture de l'enquête parcellaire. Il transmettra ensuite les dossiers et l'ensemble des pièces, au sous-préfet de BELLAC et de ROCHECHOUART qui les enverra au préfet accompagné de son avis.

Si le commissaire enquêteur proposait en accord avec l'expropriant, un changement au tracé et si ce changement rendait nécessaire l'expropriation de nouvelles surfaces de terrains bâties ou non bâties dans un ou dans les périmètres immédiats, avertissement en serait donné collectivement et individuellement aux propriétaires.

Pendant un délai de huit (8) jours à dater de cet avertissement, le procès-verbal et le dossier resteraient déposés à la mairie où les intéressés pourraient fournir leurs observations conformément à l'article 2 du présent arrêté.

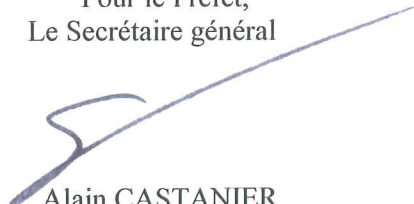
A l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur ferait connaître à nouveau, dans un délai maximum de huit (8) jours, ses conclusions et transmettrait le dossier au préfet.

ARTICLE 6 : Une copie des rapports et conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au président du tribunal administratif de LIMOGES, au maire de BLOND et au maître d'ouvrage, le SIDEPA La Gartempe.

ARTICLE 7 : Toute personne physique ou morale intéressée pourra prendre connaissance des rapports et conclusions du commissaire enquêteur à la préfecture de la Haute-Vienne – direction des collectivités et de l'environnement – bureau de l'urbanisme et de l'aménagement – à la sous-préfecture de BELLAC, ainsi qu'en mairie de BLOND.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de BELLAC et de ROCHECHOUART, le maire de BLOND, le président du SIDEPA La Gartempe et le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la déléguée territoriale de la Haute-Vienne de l'agence régionale de santé, au directeur départemental des territoires et au président du tribunal administratif de LIMOGES.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire général



Alain CASTANIER